

Discours plénière Budget Supplémentaire

13/10/2025

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
M. JEAN-LUC GLEYZE

Seul le prononcé fait foi

Ce que nous traversons, entre incertitudes, besoin de perspectives et de solidarité, fait de nous une communauté de destins.

La crise économique, les baisses de dotations pour les collectivités et de subventions pour les associations, les élections municipales, l'instabilité gouvernementale, les possibles dissolutions, les appels à la démission du Président de la République...

Je l'ai dit en septembre, lors de ma conférence de presse de rentrée : cela nous donne l'impression de vivre un jour sans fin. Ou alors un jour qui sonne la fin de la démocratie.

Nous n'en sommes peut-être pas là en France, mais la crise politique que nous traversons en dessine les traits inquiétants.

N'oublions jamais ce qu'a dit le dramaturge Bertolt Brecht dans les sombres heures du XXe siècle : « *Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise.* »

Qui sait ce qui nous attend si le *grand fossé* entre les citoyens et le Gouvernement s'aggrave par le maintien acharné au pouvoir de représentants d'une politique minoritaire et que beaucoup déplorent ?

Notre démocratie ne peut pas reposer sur un rapport de force et sur la négligence, voire la négation des aspirations, des compétences et de la vie bonne des citoyens.

Notre démocratie ne peut pas s'accommoder des discours qui prônent sans cesse la nécessité vitale de baisser les dépenses de l'Etat.

Dans notre démocratie chacun doit prendre sa juste part.

Ni urgence, ni privilège ne justifient d'abîmer un peu plus le Service public déjà mis à mal.

Ce dernier, ses agentes, ses agents et ceux qui en bénéficient, c'est-à-dire toute la population, valent bien plus que leur seul « coût » financier.

Le Service public constitue un projet politique de liberté, d'égalité et de solidarité puissamment porteur de sens.

C'est ce que défend ici, en Gironde, le collectif départemental, sa majorité politique, ses agentes et agents depuis 10 ans.

Avec toutes celles et ceux qui s'activent localement, communes, collectivités, partenaires, professionnels, citoyens, nous avons porté une autre voie : celle de la justice sociale et environnementale, de l'égalité, de la dignité pour toutes et tous, partout.

Ensemble, nous avons fait d'autres choix que celui de l'indifférence destructrice des gouvernements pour le Service public, dénoncée par la majorité des citoyens, celle qui ne peut se payer des services privés.

Nos choix participent à l'effort national en nous mobilisant contre l'effondrement de la nation solidaire.

Le choix d'un Plan Collèges pour accueillir dans de bonnes conditions les élèves de Gironde en raison de la croissance démographique ;

Le choix de faire de la Protection de l'enfance le premier budget de notre Département ;

Le choix de construire une Gironde inclusive, pour de mêmes droits à l'accompagnement, aux services publics, à la pleine citoyenneté ;

Le choix de la solidarité territoriale, pour résorber les inégalités : je pense au Plan Haut Méga, qui a doté la Gironde d'un réseau haut débit public, et donné la fibre à tous, partout ;

Le choix de proposer aux Girondins et Girondines les plus éloignés de l'emploi un accompagnement d'insertion professionnelle humaine, par exemple avec Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ;

Le choix de développer et maintenir les infrastructures et les mobilités de proximité, avec, récemment, le Plan Ponts ; ... entre autres.

Tous ces choix impliquent des dépenses, des investissements avec une inertie inhérente à notre collectivité.

Nous les assumons avec courage, sérieux, sens des responsabilités.

Ils sont notre part dans la chaîne de solidarité. Quand nous le pouvions, nous sommes allés au-delà.

Parce que notre exigence est de faire toujours mieux pour les Girondines et les Girondins.

Je le dis avec d'autant plus d'assurance que la majorité des dépenses et donc des actions que nous avons menées ces dernières années ont été votées par la grande majorité de cette assemblée, opposition comprise donc.

Nos votes nous engagent, nous en sommes tous ici responsables.

Aujourd'hui notre responsabilité, implique d'arrêter ou de diminuer certaines actions, notamment ce que nous faisons en lieu et place d'autres.

Mais ne nous y trompons pas : elles ne sont pas la source de tous nos maux. Ne cédon pas aux raisonnements simplistes et des calculs à l'emporte-pièce.

Regardons plutôt le contexte qui nous met structurellement en difficulté, pour ne pas dire en déficit, à commencer par l'effet de la hausse des taux d'intérêt et des coûts des fluides en 2022 puis la crise de l'immobilier et la chute des DMTO, ce qui nous a amené progressivement à adapter nos budgets dès 2023, sans pour autant pouvoir baisser dans la même proportion nos dépenses de fonctionnement, car nous avons des engagements à tenir et des besoins humains auxquels subvenir.

Alors oui, le déficit que nous présentons est un fait historique.

Mais permettez-moi de rappeler que nos alertes et nos précautions s'inscrivent dans le temps long :

- conférence de presse de rentrée en septembre 2023 à Léognan : première alerte du décrochage annoncé de la nation solidaire,
- décembre 2023 : défendons nos territoires,
- août 2024 : saisine de la Chambre régionale des comptes pour une analyse de l'état des finances de la collectivité (retour attendu pour décembre 2025),
- septembre 2024 : commande passée au nouveau DGS d'installer une IGS (en charge à la fois de l'audit interne et de l'évaluation des politiques publiques),
- Automne 2024 : constatation national du déficit de la France et rappel de TVA par le Gouvernement,
- décembre 2024 : second défendons nos territoires,
- février 2025 : vote tardif de la loi de finance et de la loi de financement de la Sécurité sociale,
- mars 2025 : le Département a présenté un budget primitif à l'équilibre sans avoir en sa possession les données pour apprécier la réalité de la situation à cette date précise (Loi des finances 2025 votée en février),
- avril 2025 : exécution budgétaire des dépenses de fonctionnement limitée à 90% pour répondre à l'atonie des recettes et préserver l'équilibre budgétaire 2025,
- juin 2025 : vote du Compte administratif 2024 avec un déficit de 29 M€, du budget principal et annexe ; et une épargne brute négative du budget principal de -52,9 M€,
- septembre 2025 : premiers résultats des audits engagés en interne et consolidation des besoins en paiement de nos partenaires de la protection de l'enfance antérieurement à 2025.

Dans le règne de l'immédiateté et des visions à court terme qui nous gouvernent, il faut garder à l'esprit cette temporalité longue liée au fonctionnement d'une collectivité comme la nôtre et l'inertie de nos investissements.

Pour faire face à l'effet ciseau brutal et rapide, nous mettons tout en œuvre pour affuter notre évaluation, nous adapter au nouveau contexte, et le cas échéant nous remettre en cause.

Cela ne se fait pas d'un coup de baguette magique. Nous ne sommes pas des apprentis sorciers.

Nous sommes des élus responsables sur le plan gestionnaire et politique pour être à la hauteur de tous les accompagnements, de la petite enfance à la vieillesse, de la précarité au handicap, du plus petit village à la Métropole, dans toute la Gironde.

Alors que l'on assiste au national à une dilution des responsabilités, notamment sur le plan budgétaire, nous formulons ici une solution concrète, précise et humaine à nos difficultés : le Plan de Retour à l'Equilibre.

Depuis le début de l'été 2025, j'ai rencontré le Préfet de Région, le DRFIP, les Ministres des Comptes publics et des Collectivités territoriales.

J'ai également saisi volontairement la Chambre régionale des comptes, rencontré son Président et sollicité une audition par les magistrats, pour sortir de cette situation déficitaire, sans renier nos valeurs solidaires.

Ce Plan de Retour à l'Equilibre vise à maîtriser nos dépenses sur les années 2026, 2027 et 2028 afin de retrouver une épargne suffisante.

Exigeant par les mesures à prendre et par le pilotage de notre budget, et sécurisant pour nos agentes et les Girondins car il fixe un cap et un horizon de sortie de crise ; ce Plan ira de pair avec une transformation plus globale de la collectivité départementale.

C'est toujours par les chemins étroits que l'on va vers les sommets alors oui, nous ne pourrons plus faire comme précédemment pour hisser nos actions à la hauteur des besoins de solidarités.

Nous nous attacherons à sauvegarder le sens de nos actions, même si nous considérons que les besoins, notamment des personnes ou des territoires les plus vulnérabilisés sont plus importants.

Nous ferons autrement, pour ne pas aggraver le recul des services publics qui accentue le sentiment d'abandon d'une partie de la population et la montée du rejet de l'autre.

Le Plan de Retour à l'Equilibre posera donc le cadre des efforts à réaliser pour conduire demain de nouvelles manières de faire, en restant fidèles à ce que nous sommes, ce qui nous anime, ce qui forge nos convictions, ce qui nous distingue aussi des autres départements.

Pour autant, ces « efforts » ne doivent pas faire oublier que le problème de fond est celui des recettes.

Sans socle de recette cohérent avec nos compétences, robuste, pérenne, évolutif, en relation étroite avec nos compétences, nous resterons exposés à la fragilité de nos finances, aussi rigoureux et bon gestionnaire soit-on.

Cette demande est portée par tous les départements de France. Si nous sommes aux avant-postes des difficultés, d'autres ne vont pas tarder à rencontrer les mêmes.

Si le modèle financier des départements est dans l'impasse du fait de recettes insuffisantes et inadaptées, les dépenses nouvelles sont aussi le signe des vulnérabilités croissantes de notre société.

En 1875, retenez la date, Victor Hugo écrivait : *« Je ne me lasserai pas de le redire, le problème est posé, il faut le résoudre ; qui porte sa part du fardeau doit avoir sa part du droit ; une moitié de l'espèce humaine est hors de l'égalité, il faut l'y faire rentrer. »*

Nous ne sommes plus au XIXème siècle, et pourtant, aujourd'hui, certains ont une part du droit sans avoir une part du fardeau ou, pour le dire moins dramatiquement, sans prendre leur juste part dans « *les dépenses d'administration* » pour lesquelles « *une contribution commune est indispensable [et] doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.* »

Ce ne sont mes mots, mais ceux de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

On ne peut pas les bafouer et se dire républicain, tout comme on ne peut pas se proclamer citoyen si l'on se place au-dessus de l'égalité.

La contribution de toutes et tous, à la hauteur de ses moyens, est une nécessité démocratique.

Aussi, le jeu des ultralibéraux est dangereux : creuser le trou de la dette pour mieux justifier ensuite la dégradation des services publics, c'est creuser la tombe de la démocratie !

Ce n'est pas un sursis démocratique dont nous avons besoin, mais d'un sursaut.

L'incertitude du temps présent nous oblige au contraire à prendre position, de façon claire, exigeante, et à continuer à faire avec d'autres, en collectif.

Jean Jaurès écrivait que « *La République c'est le droit de tous, [...] à avoir sa part de la souveraineté.* »

La souveraineté c'est, d'abord, la responsabilité.

La responsabilité de rester souverain dans l'intérêt commun.

Continuer à faire notre part dans la solidarité nationale, la protection sociale et l'équilibre territorial pour prendre soin des Girondines et Girondins, mais aussi prendre soin de nos agentes et agents au mieux.

C'est avec cette détermination chevillée au corps que nous mettrons tout en œuvre pour surmonter ce déficit.

Ainsi, nous démontrerons ensemble que le Département et tous ses partenaires (associations, monde sportif et culturel, collectivités locales...) restent, dans l'incertitude du présent, ce dont nous avons toutes et tous besoin : un pôle de stabilité sur lequel il est possible de compter aujourd'hui et demain.